



Les jeunes dans la rébellion du nord de la Côte d'Ivoire : les raisons de la mobilisation

Moussa Fofana

Département de Sociologie et Anthropologie, Université de Bouaké
Abidjan, Côte d'Ivoire

Le conflit armé qui a éclaté en Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002 a conduit à la partition du pays entre le Nord et le Sud. La rébellion des Forces Nouvelles qui contrôle la moitié nord du pays a justifié son action par la dénonciation de l'exclusion et des injustices sociales dont les « nordistes » seraient les victimes. Cette rébellion a été rejointe par de nombreux jeunes originaires du Nord. Cette étude basée sur les études de cas et biographies de 22 jeunes combattants de la rébellion et des entretiens avec leurs leaders montre les raisons justifiant leur engagement. Elle questionne leurs perceptions du conflit et analyse les rhétoriques de la justification. Il ressort que dans l'ensemble des cas, l'engagement a pour but la reconnaissance de leur citoyenneté qui passe par l'acquisition de cartes d'identités. Le sentiment victimaire né de l'exercice de la violence légale par les forces de l'ordre, la vengeance, le besoin de sécurité ou encore l'attrait pour le métier des armes nourrissent les motivations qui conduisent à l'enrôlement des jeunes. L'étude montre aussi l'existence d'un environnement s'appuyant sur la parenté, un discours culturel et la mobilisation de la mémoire ancestrale collective qui ont favorisé l'adhésion des jeunes nordistes au mouvement rebelle. Au-delà des expériences individuelles, l'étude découvre, non une armée ethnique mais plus une organisation à base identitaire engagée dans la renégociation violente de son appartenance nationale.

Mots clés: Côte d'Ivoire, Forces Nouvelles, Rébellion, Violence politique, engagement

The armed conflict that started on 19th September 2002 in Côte d'Ivoire has led to the temporary *de facto* separation of the country into two entities. The rebels of the "Forces Nouvelles" have control of the north while the "Loyalist" camp has retained control of the south. The "Forces Nouvelles" have justified their actions against the regime by denouncing the social injustice and discrimination that Northerners are said to endure. Also substantial numbers of youths from the North joined the rebel force. This study is based on in depth interviews conducted with 22 of such youths and their leaders. It gives a thorough account of their reasons for enlistment and their perceptions of the conflict. The reasons can be categorized as follows: in the first instance, the fighters claim their right to be fully recognized as Ivorian citizens and to be given official ID cards. Many also express an unwillingness to tolerate the abuses the national security forces have perpetrated against them, alongside their desire for revenge; their search for protection or, in a more self-interested way, their desire to pursue a military career. The study also highlights the influence that parents and peers from the neighbourhood can have





on the decision to enlist and specific Northern “national” discourse discriminated by the rebellion. In the end, far from carrying secessionist claims, the discourses we have recorded express frustration at the continuing exclusion of Northerners from participation in the state. Beyond individual cases, we hypothesize that rebelling has been a way for the youths to re-negotiate their sense of belonging to and in the Nation.

Key words: Côte d’Ivoire, Forces Nouvelles, rébellion, political violence, violent engagement

Introduction

Le conflit armé qui a éclaté en Côte d’Ivoire le 19 septembre 2002 a conduit à la partition du pays entre le Nord et le Sud. Débutée par une insurrection armée avec pour objectif un coup d’État, l’action des meneurs du coup de force a conduit à la mise en place d’une organisation politique et militaire dénommée MPCCI (mouvement patriotique de Côte d’Ivoire). La rébellion du MPCCI qui avait alors pris le contrôle de la moitié du pays et dont les dirigeants sont majoritairement issus du Nord, a été massivement rejoint par les jeunes originaires de cette partie du pays¹. Cette rébellion avait justifié son action par la dénonciation de l’exclusion et des injustices sociales portées par l’idéologie de l’« ivoirité » dont les « nordistes » seraient les victimes. L’apparition de cette rébellion dévoilait ainsi, plus ouvertement, le lien entre identité et conflictualité en Côte d’Ivoire. En effet, la guerre civile avait par endroit et par moment pris les allures d’une opposition interethnique et/ ou interreligieuse ; avec les musulmans au Nord et les chrétiens au Sud. Cet article qui relativise cette première lecture du conflit, analyse la mobilisation des jeunes du nord au sein du mouvement rebelle et montre à partir d’entretiens, d’approches biographiques et d’expériences individuelles les raisons justifiant l’engagement des jeunes « nordistes ». Ce papier restitue partiellement une étude plus importante sur les trajectoires sociales des jeunes combattants qui s’est intéressée aux parcours sociaux de plus de soixante parmi eux de juillet 2006 à novembre 2009. Les 22 premiers enquêtés dont les cas permettent d’illustrer cet article ont été interviewés entre décembre 2006 et mai 2007. Notre objectif pratique fut de rencontrer les jeunes combattants dans la phase active de leur mobilisation au sein de la rébellion. L’approche adoptée dans cette optique fut de procéder à des rencontres avec la hiérarchie politique puis militaire des Forces Nouvelles avant de s’adresser aux jeunes soldats en armes. Ce mouvement de collecte de l’information en partant du haut vers le bas a permis, d’une part, de rendre l’étude « légitime » auprès des responsables² et rassurante auprès des combattants. Cette approche nous a permis, malgré leur rassurante auprès des combattants. Cette approche nous a permis, malgré leur méfiance, de négocier la disponibilité et la coopération des jeunes combattants encore mobilisés. C’est ainsi que le Chef d’État-major adjoint des FN a autorisé les interviews avec les éléments

1 Le MPCCI revendiquait en novembre 2003 un effectif de plus de 35.000 combattants. Après fusion des trois mouvements rebelles (MPCCI, MJP et MPIGO), la division de l’ONUCI chargée du désarmement des combattants a recensé 42 564 combattants en 2006.

2 Il s’agit entre autre de M. Konaté Sidiki anciennement porte parole des FN, Colonel Major Bamba Sinima directeur de cabinet du Secrétaire Général des FN, Commandant Ouattara Issiaka alias Wattao Chef d’État-major adjoint des FN, commandant Tuo Fozie responsable de la police et de la gendarmerie FN, Adjudant Major Camara.



de son ancien bataillon ; le « bataillon Anaconda ». Il en fut de même pour les éléments de la police et de la gendarmerie FN rendus disponibles par décision du directeur de cette unité. Les interviewés étaient tous des enrôlés volontaires de 32 ans maximum qui n'avaient aucune expérience de la vie militaire avant le déclenchement du conflit armé.

Du soutien « nordiste » apporté à la rébellion

Le contexte de cette étude est celui de la crise politico-militaire survenue à la suite de la tentative de coup d'État du 19 septembre 2002 en Côte d'Ivoire. Le putsch manqué visait l'éjection du président Laurent Gbagbo du pouvoir. Le conflit armé déclenché à cette date a conduit à une partition du pays entre le nord et le sud. La rébellion, aujourd'hui connue sous le nom de *Forces Nouvelles* occupe depuis cette date la moitié nord du pays³ (voir carte). La composante la plus importante des FN, le MPC (Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire), composée et dirigée majoritairement par des ressortissants du Nord a, au lendemain de ses actions militaires, bénéficié du soutien des populations « nordistes » et surtout de l'enrôlement volontaire de nombreux jeunes originaires de cette partie du pays. En effet, la scission apparue en septembre 2002 entre le nord et le sud est venue renforcer la dynamique d'une opposition identitaire sournoise entre « Ivoiriens du sud » et « Ivoiriens du nord » déjà inscrite dans les ordres économique et géographique et les comportements électoraux.



La rébellion du Nord de la Côte d'Ivoire se présente surtout comme l'aboutissement d'une crise prolongée, débutée à la fin des années 1980. Ce processus s'est caractérisé par l'approfondissement de la pauvreté et des inégalités sociales, les disparités de développement entre régions, la mal gouvernance ainsi que l'immixtion de questions identitaires dans le jeu politique (Akindes, 2003; Langer, 2005). Depuis le milieu des années 1990, le champ du militantisme partisan est cloisonné par les représentations des groupes ethniques qui forment les bases populaires des partis politiques. En effet, bien que la carto-

3 Malgré la signature du dernier accord de paix signé en mars 2007 à Ouagadougou entre la rébellion et le gouvernement, après plusieurs reports, la réunification du pays n'est pas encore effective.



graphie électorale ivoirienne reste « brouillée » pour plusieurs raisons (Bouquet, 2002), on notera cependant que le vote ethnique continue encore de dominer le comportement électorale des ivoiriens⁴.

En somme, l'avant 19 septembre 2002 a légué au champ politique ivoirien des réels germes d'instabilité combinant des tensions identitaires exacerbées par l'idéologie de l'ivoirité, une privatisation de la violence d'État s'observant dans la milicisation de l'armée et des forces de police et de gendarmerie (Ouattara, 2007) et l'érection dans le corps social de barrières identitaires en fonction desquelles se régulent le jeu politique et l'accès aux ressources de l'État.

Au cœur des revendications de la rébellion se trouve l'« ivoirité ». L'idéologie de l'ivoirité fut essentiellement perçue comme une idéologie fabriquée pour une raison politique avec pour conséquence l'apparition de barrières sociales concrètes ou imaginées entre ivoiriens. Cette idéologie a été diffusée avec l'appui d'une classe d'intellectuels dans l'espace politique et social sous le régime d'Henri Konan Bédié successeur du premier président Félix Houphouët-Boigny (CURDIPHE (2000) ; Coulibaly T. 1995, 2002). Elle était sensée prôner la préférence nationale et la valorisation de la « culture ivoirienne ». Cependant, les discours sociaux et les pratiques se référant à cette notion cachaient mal les enjeux de positionnement politique et surtout de disqualification des adversaires (Akindès, 2004). L'ivoirité a constitué dans l'espace politique un stratagème pour évincer ainsi le principal rival politique de Bédié qu'était alors Alassane Ouattara, ancien Premier Ministre d'Houphouët-Boigny et leader du Rassemblement Des Républicains (RDR). Au nom de cette idéologie, Alassane Ouattara fut présenté comme étranger de nationalité Burkinabé, donc inapte à briguer la magistrature suprême en Côte d'Ivoire. Son parti fut soutenu par une majorité de ressortissants du nord s'estimant victimes de l'ivoirité qui les reléguait au rang de citoyens de seconde zone. A la fin des années 1990s se diffusa l'idée que la prise des armes était nécessaire car le recours aux voies pacifiques pour apaiser les tensions identitaires s'était avéré inefficace. Les jeunes combattants interviewés au cours de cette étude se font l'écho de ce point de vue. Ils se réfèrent à différents événements ayant marqué la vie politique nationale tels que le charnier de Yopougon⁵, les arrestations et le traitement des manifestants au cours des événements d'octobre 2000, ou

4 Les récentes consultations électorales pour la présidentielle ont confirmé cette remarque. Les ethnies du groupe akan et particulièrement du sous-groupe baoulé votent majoritairement pour le PDCI d'Henri Konan Bédié, celles du nord (les Mandés et les Gürs) votent majoritairement pour le RDR d'Alassane Ouattara, les Krou et une partie des Akans ayant contesté dans le passé le régime de Félix Houphouët-Boigny votent majoritairement pour le FPI de Laurent Gbagbo, tandis que l'UDPCI de feu le Général Robert Guéi a pour fief une partie de l'ouest qu'occupent les sous-groupes mandés du sud.

5 Au lendemain des élections présidentielles contestées d'octobre 2000, qui ont conduit au départ du Général Robert Guéi du pouvoir et aussi les affrontements entre partisans du FPI de Laurent Gbagbo et partisans du RDR d'Alassane Ouattara, un charnier de 57 corps a été découvert à Yopougon un quartier populaire d'Abidjan. Les victimes identifiées du charnier étaient des originaires du nord ou des étrangers. Human Rights Watch, en août 2001, a produit un rapport qui établit que les tueries de cette période ont été planifiées et que les partisans du Président Gbagbo ont eu le soutien de certains agents des forces de l'ordre. Les enquêtes faisant suite à l'affaire dite du « Charnier de Yopougon » ont conduit à un procès militaire de huit gendarmes qui ont été acquittés pour insuffisance de preuve.



encore l'échec du Forum pour la réconciliation nationale. Ce contexte politique permet une lecture du coup d'État manqué contre le régime du président Laurent Gbagbo sous l'angle de la confrontation identitaire.

Le rôle de l'identité dans l'enrôlement des jeunes combattants

L'identité commune des jeunes combattants du Nord a joué un rôle très important dans le processus de la mobilisation. Tous les jeunes interviewés dénoncent les stigmatisations identitaires et l'idéologie d'exclusion dont ils estiment avoir été au moins une fois victimes. Les mis en cause sont très souvent les agents des forces de l'ordre et les acteurs politiques accusés de raviver un discours ethno-nationaliste dans lequel les ivoiriens ressortissants du nord voient leur citoyenneté remise en question. Ainsi, dans le registre identitaire, retrouve-t-on dans les témoignages des propos relatifs à la stigmatisation de l'identité nordiste – souvent réduite au Dioula ou au présumé militant du RDR – aux difficultés pour obtenir les papiers d'identité ou encore à l'usage sélectif de la violence légale (HRW, 2001).

« Bon avec le MPCCI aujourd'hui...on a vu que nous les jeunes musulmans on est beaucoup fatigués... par rapport aux partis politiques. On est tous considérés en tant que jeunes du RDR. Une fois que tu es musulman, on dit tu es un jeune du RDR, ou soit tu es un Dioula, un étranger... tu vois ça fatigue ! Comme on a appris que des frères ont pris les armes ici pour combattre ça, c'est normal qu'on s'associe à eux pour combattre... pour nos parents. (Lacina, 32 ans, 12/01/2007) »

« (...) Le MPCCI est venu... on est dedans pour une cause et cette cause tout le monde [la] connaît. C'est pour nos pièces d'identité... on est venu pour pièce d'identité... maintenant, on est dedans depuis 2002... tant que les chefs n'ont pas décidé autre chose, nous, on est là. (...) ...Même actuellement c'est l'attestation⁶ que j'ai avec moi... je n'ai pas de papiers. Maintenant lorsque la guerre est venue, on dit que ceux qui n'ont pas de papier... c'est une bonne occasion pour nous d'avoir papier facilement. (M., 25 ans, 06/01/2007) »

« Voila ! Le problème d'ethnie... on dit : « toi tu es malien, tu peux pas avoir de carte d'identité. Alors que moi je sais que je ne suis pas un Malien. Mon grand-père est né ici. Mon papa, il est né ici. Ma maman est née ici. Moi-même, je suis né ici. Mais la carte d'identité que j'ai, je ne l'ai pas volée... tout est normal, donc ça m'étonne qu'on vienne me dire que moi je ne suis pas ivoirien !...(...) quelque part, il y avait une oppression sur nous. On ne peut pas parler. On nous dit que la Côte d'Ivoire est un pays de liberté... un pays de liberté et je ne peux pas parler ? Pourquoi ?! (Caporal Anonyme, 28 ans, 23/05/2007) »

6 Il s'agit de l'attestation d'identité ; un document délivré par les commissariats de police, attestant de l'identité ivoirienne de celui qui en fait la demande. Elle est d'une durée de validité d'un an. Notons que depuis 1998, les cartes d'identité n'étaient plus délivrées aux nationaux. A cette date, une loi relative à « l'identification des personnes et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire » confiait, sur fond de contestation du RDR, l'opération d'identification à un Conseil National de Sécurité. Cette opération devait, en prenant fin en 1999, permettre de délivrer des cartes d'identité à environ 6,8 millions de personnes.



Toutes les parties du discours justifiant l'enrôlement des combattants documentent invariablement le registre identitaire. La remise en cause de leur citoyenneté ainsi que les tracasseries policières lors des contrôles de routine ont été vécues par les personnes interviewées comme un « blocage », des « fatigues », une « oppression » etc. Selon nos interlocuteurs, c'est autant le sentiment d'exclusion au sein de la nation ivoirienne que la stigmatisation identitaire dont ils étaient victimes à titre personnel qui justifient leur choix de prendre les armes. En effet, quelques mois avant l'éclatement du conflit, la question identitaire en Côte d'Ivoire était marquée par une extrême victimisation des populations du Nord à majorité musulmane, dont les membres étaient de plus en plus accusés de « délits de patronyme et de faciès ». La dénonciation fondée sur la simple suspicion justifiait alors les descentes dans les mosquées et sur certains marchés (Vidal, 2002). Les interventions des forces de l'ordre avaient été dénoncées avec exemples à l'appui par la presse locale, les chefs religieux musulmans et certaines organisations de la société civile et de défense des droits humains telles que la LIDHO⁷ et le MIDH (Mouvement Ivoirien des Droits Humains). Nos répondants ont tous une histoire se rapportant à la question de la citoyenneté et se présentent comme des acteurs impliqués plus ou moins directement dans ces scènes de contrôle d'identité alimentant les faits divers des journaux avant l'éclatement de la rébellion.

M. Kamagaté le président de l'ONG, « Côte d'Ivoire, la patrie à tous » illustre comment lors des contrôles d'identité, émerge le sentiment d'exclusion du « nordiste » :

« Déjà en 1995, les gens avaient commencé à diviser les ivoiriens par catégories. Il y avait les ivoiriens supérieurs et les ivoiriens inférieurs. Les ivoiriens supérieurs c'était eux, les Baoulé, les Bété... les sudistes. Et les nordistes étaient inférieurs ; les Dioula. On dit : « les nordistes-là, les Dioulas-là... tous ceux qui sont du côté d'Alassane Ouattara sont tous étrangers ». Que tu sois Koné, Kamagaté, Bamba, Doumbia, et autres Coulibaly, Ouédraogo, Sylla, Keïta, Camara [patronymes associés aux populations du nord, NDLR]... tout ça eux ils étaient considérés comme étrangers. Si tu étais du côté des Yao, des Beugré, des Gbagbo, Guéï et autres là eux ils étaient considérés comme des Ivoiriens. Mais quand un pays est comme ça là, ça ne peut pas marcher. Depuis '95 c'était ça... Quand tu voyages dans les cars, de Bouaké à Abidjan, tu vois le gendarme qui t'a arrêté – il prend ta carte et dit : « Koné, ça c'est Koné d'où ça... ? Tu es Koné du Mali ?, de Guinée ? ou de Katiola... ? » – bon, ça c'est quel comportement ça ? Tout le monde sait qu'il y a Koné au Mali, Koné au Burkina... mais à partir du moment où tu as la carte d'identité, et que l'agent voit sur la carte d'identité la mention « République de Côte d'Ivoire » ; c'est qu'il est ivoirien... ! Ce n'est pas lui-même qui a fait la carte d'identité... cette carte a été délivrée dans un commissariat... Mais quand un Baoulé montre sa carte d'identité, c'est Konan Yao, on ne dit pas c'est Konan Yao du Togo... ! Du Benin ou bien du Ghana ! On ne lui demande pas ça. » (Kamagaté, 21/05/2007) »

7 La Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme dans un communiqué du 25 février 2002, s'indignait de ce que « depuis quelque temps déjà, certains éléments des forces de l'ordre commettent des voies de fait et irrégularité sur la personne de certains étrangers (...) Des agents des forces de l'ordre toute catégories confondues rackettent, rançonnent, se livrent même parfois à la rétention, voire la destruction de documents ou pièces d'identité.

Nous avons enregistré de nombreuses réactions à l'image de celle-ci auprès des jeunes combattants de la rébellion. Elles se structurent généralement autour du sentiment d'exclusion né à partir d'une somme d'anecdotes aboutissant toujours à la frustration.

Les perceptions du conflit

Les racines de la guerre civile ivoirienne sont rendues complexes par une pluralité de causes allant de la crise économique et le chômage des jeunes à la question de la citoyenneté en passant par la politique foncière. Par conséquent, les acteurs qu'elle mobilise agissent selon des logiques variées. Les raisons de l'éclatement de la crise en Côte d'Ivoire trouvent ainsi, plusieurs lieux d'interprétation qui sont autant de perceptions rendant compte des logiques des acteurs qui s'y trouvent impliqués. L'approche des perceptions du conflit, permet ainsi de comprendre certaines logiques, le plus souvent non-immédiatement perceptibles, mais propres aux jeunes combattants. Nous avons pu constater que leurs façons de voir et de comprendre la « guerre » ne sont pas forcément ou nécessairement les mêmes que celles des chefs de la hiérarchie politique et militaire.

*« Vous savez, ils [les jeunes] sont venus de manière prompte. Je vous dis que ce sont les mêmes principes qui m'ont guidé moi, qui les ont guidés. Ce que nos parents au village ont senti, vécu depuis un moment comme étant un **blocage** dans la promotion de la jeunesse au nord... Et ils ont dit : « Allez ! Vous êtes notre « baraka » [au sens de « chance »] ». (Adjutant Major C.)*

En général, les responsables militaires des FN estiment que les combattants ont rejoint leur mouvement pour les raisons officielles qui ont progressivement justifié l'insurrection du 19 septembre 2002. Certes, les enrôlements peuvent se justifier, en partie, à partir du discours officiel de la rébellion, cependant, nous, nous proposons, de lui juxtaposer le discours subjectif des combattants rendant compte de leurs perceptions propres du conflit et apportant un autre éclairage aux motifs de l'enrôlement.

Ce que le conflit n'est pas

Si certaines configurations du conflit ivoirien laissent à penser qu'il s'agit d'une opposition entre nord et sud, d'un affrontement interethnique ou encore d'une guerre religieuse, les propos des jeunes enquêtés modulent cette interprétation. Leurs perceptions de la guerre convergent et permettent d'établir que selon eux, elle n'est pas ethnique...

« Tout le monde n'a pas les mêmes manières de voir les choses. Chez Gbagbo aujourd'hui, y a plein de nordistes qui sont là bas. Y a plein de jeunes nordistes qui sont là bas... quand on dit que y a front aujourd'hui, c'est pas les jeunes du sud seulement qui sont au front, c'est les jeunes nordistes... (...) De gauche à droite, y a nordistes, y a sudistes. C'est pas une guerre, que y a telle ethnie qui attaque telle ethnie. Si c'était ça, les jeunes baoulé, bété, yacouba n'allaient pas être ici. (L., 32 ans) »

qu'elle n'est pas non plus un affrontement entre Nord et Sud...



« Ce n'est pas une guerre entre le nord et le sud... parce que actuellement on a plein de parents qui sont à Abidjan là bas et les autres ont plein de leurs parents qui sont à notre niveau ici. Si on veut faire fusil entre nous est-ce que ça c'est bien ? C'est pas bien. Nous on peut tuer leurs parents ici, eux aussi ils peuvent tuer nos parents là bas. (M., 25 ans)

et encore moins une guerre entre les religions.

« Une guerre entre les religions ? Entre Musulmans et Chrétiens ? Je peux dire que c'est les civils qui ont transformé ça comme ça. Je veux parler des hommes politiques. Nous... quand on est arrivé, on a pas parlé de guerre Musulmans Chrétiens. La preuve en est qu'il y a des Chrétiens dans nos rangs. (T., 26 ans) »

Dans leur ensemble, les jeunes combattants n'épousent pas l'idée de participer à un soulèvement ethnique, régional ou même religieux. Ils développent tous des arguments qui s'opposent à cette idée, même si, comme nous le verrons plus loin, paradoxalement, les rhétoriques justifiant leur enrôlement sont marquées par des frustrations à connotations identitaires. Pour eux, le nombre important de jeunes originaires du nord dans leurs rangs, les limites de la ligne de front (faisant apparaître la polarisation nord-sud) ou encore le relatif soutien des populations des zones occupées ne sont pas des indicateurs valables pour établir le caractère irrédentiste du mouvement. Par conséquent, Ils n'adhèrent pas non plus à l'idée d'une sécession de la partie nord du pays actuellement occupée. Lorsqu'on leur demande de se prononcer sur ces aspects que la guerre en Côte d'Ivoire aurait pu mettre en évidence, les jeunes rencontrés ont les réponses suivantes :

Pourquoi une ligne de démarcation entre nord et sud ?

« Oui... mais là où le cessez-le feu est venu trouver la guerre, c'est là que la guerre s'est limitée. Sinon, c'est pas entre le nord et le sud. (L., 32 ans) »

Pourquoi plus de nordistes dans vos rangs?

« Oui... c'est les nordistes qui sont plus fatigués que les autres, voilà pourquoi y a plus de nordistes. (L., 32 ans) »

« Bien ! Cela est dû au fait que c'est le nord que nous avons pu occuper. Ouais ! Si on avait occupé le sud et qu'on laissait Bouaké, vous allez voir que il y aurait plus de Baoulé, plus d'Ebrié, plus de Bété. (T., 26 ans) »

Une sécession du nord n'était-elle pas envisageable ou même souhaitable ?

« C'est pas souhaitable que le nord se détache, parce que actuellement la Côte d'Ivoire est une, c'est pas deux Côte d'Ivoire. C'est le même pays. (Y. 3, 32 ans) »



« Non ! Puisque la Côte d'Ivoire, on n'est pas venu trouver ça comme ça divisée en deux. La Côte d'Ivoire est un pays important de l'Afrique de l'Ouest. Si un pays doit se diviser, ce n'est pas la Côte d'Ivoire. (L., 32 ans) »

Ainsi, après avoir collecté des réponses de ce type, d'ailleurs opposables aux marqueurs identitaires du conflit, on pourrait relever que les combattants rencontrés se perçoivent difficilement comme des acteurs d'un conflit intercommunautaire. Mais, ils restent cependant conscients de référents identitaires pouvant être évoqués pour expliquer ou justifier l'éclatement de la guerre. Ces jeunes ont développé leur propre discours sur la nature de la crise ; un discours respectant les « représentations identitaires » au sein du groupe qu'ils forment et ne s'opposant pas aux buts officiels de la rébellion armée.

« Faso kèlè » : Guerre de libération ?

Comme nous l'avons constaté à travers les propos des soldats FN, leur engagement se présente comme un lever de bouclier pour faire face à une situation perçue comme injuste. Selon eux, la patrie qu'ils combattent n'intègre plus, sinon rejette une de ses composantes – en l'occurrence les communautés du Nord – et n'est plus en mesure de garantir l'égalité entre ses fils. Les revendications de justice autour de l'identité nationale ont, par ailleurs, fini par favoriser l'émergence d'une autre conception de la patrie; celle du faso, une représentation culturelle par excellence de l'espace villageois d'où l'on vient. En effet, pour certains combattants de la rébellion, l'enrôlement s'est justifié par l'idée de participer au faso kèlè; c'est-à-dire la guerre pour libérer le faso. Ce terme en malinké traduit maladroitement en français comme correspondant à la patrie ou au pays, est indistinctement utilisé pour parler aussi bien du terroir que du village perçus comme un legs de la lignée patriarcale. On pourrait certes considérer qu'il s'agit de « la patrie » au sens de « la terre de nos pères » mais ceux qui s'y réfèrent, désigne de manière ambiguë leur village, leur région d'origine ou toute la Côte d'Ivoire.

En réalité, bien que le faso soit une perception exclusivement culturelle d'une communauté restreinte incluse dans la réalité plus vaste qu'est la Nation, son évocation n'induit aucun irrédentisme. Par exemple, la devise du bataillon Anaconda du Commandant Wattao (Chef d'Etat Major adjoint des FN) est : « La patrie ou la mort nous vaincrons ». Mais cette devise, qui a plus valeur de slogan, se comprend mieux par ses hommes de troupe lorsqu'elle est rapprochée du faso malinké. C'est dire que la réalité de la patrie s'appréhende souvent mieux à travers des prismes culturels bien souvent réducteurs. En outre, le concept de faso-kèlè a accompagné les campagnes de sensibilisation en vue de rallier les jeunes au mouvement. Il fut d'ailleurs fondateur d'une certaine valorisation du combattant dans son milieu culturel. De fait, participer au faso-kèlè – qui est un concept porteur des valeurs telles que le courage, le sacrifice – c'est surtout faire la preuve de son attachement à la communauté, au faso.

Une fois que l'idée de patrie a été présentée sous son angle culturel, elle autorisait les jeunes, qui sont aussi les cadets sociaux à jouer leur rôle de guerriers protecteurs de la communauté. Notons d'ailleurs, que certains parmi ceux-ci perçoivent leur rôle dans le



conflit comme un coup de main apporté aux « grands frères » qui ont initié le combat. Il semble aussi que l'évocation du *faso-kèlè* ait été accompagnée par l'exaltation du courage et l'appel à la combativité qui caractériserait les fils du nord dans l'imagerie populaire de ces jeunes. Le recours à l'histoire des « nordistes », faite de récits quasi-mythiques animés de grands guerriers conquérants devait permettre d'entretenir chez les combattants la conviction d'une supériorité quasi « raciale » face à leurs adversaires.

On peut dire que ce type de discours a contribué à susciter un surcroît de hargne chez les jeunes qui s'enrôlaient. En outre, nous avons pu relever que les combattants qui ont répondu à l'appel à la « guerre de libération », bien que se percevant comme des personnes courageuses, évoquent très souvent l'idée de sacrifice (voir encadré suivant). Ils adhèrent pour ainsi dire à l'idée que c'est à leur génération de faire cette guerre et de s'offrir en sacrifice.

Libérer le pays, un combat noble

(...) Quand ils sont arrivés, ils ont été clairs : « c'est un combat du pays » comme on le dit « Faso- kèlè » [improprement : lutte patriotique]. Et on a tous compris dans ce sens. En tout cas, ils n'ont pas forcé quelqu'un. Ils ont dit que ceux qui peuvent venir **libérer** le pays, ils sont libres de venir. Ils n'ont pas forcé quelqu'un. Voilà !

(...) Bon ! Compter de l'injustice, de la xénophobie, l'inégalité même... j'ai compris qu'il fallait s'engager pour que cette injustice s'arrête [injustice subie par les ressortissants du nord].

(...) Bien ! Je peux dire oui, actuellement je suis un **sacrifié** du pays. Si je meurs dans ce mouvement... parce que je ne veux pas mourir sur le chemin du vol ou bien du viol, braquage, non ! Je vais mourir pour **une cause noble**, c'est-à-dire au combat. Voilà !

(...) Dans l'armée on ne récompense pas, on apprécie voilà ! On apprécie : on dit c'est bien ... et une félicitation comme ça. Donc... je pense que demain ... pourvu que la Côte d'Ivoire toute entière reconnaisse que **j'ai combattu pour mon pays** ... et pour un combat noble. (T., 28 ans).

Comme on le voit à travers ces exemples de discours, l'enrôlement, perçu d'abord comme un acte justifié par les expériences individuelles, est porté par un engagement que le combattant réussi à rattacher à des valeurs telles que la lutte pour la liberté, le don de soi, le sacrifice, etc. Ce sont là, autant de logiques qui structurent les perceptions du conflit par les jeunes qui se sont enrôlés.

Recours légitimé aux armes

L'une des plus importantes perceptions du conflit justifiant l'adhésion massive des jeunes – et pouvant, dans une certaine mesure, expliquer la longue durée de leur mobilisation – est sûrement la légitimité qu'ils accordent unanimement au recours à la force armée. Cette dimension de la perception du conflit fonde l'action militaire comme la seule option devenue valable pour induire des transformations politiques et sociales à l'échelle nationale. En effet, tous les jeunes combattants rencontrés, sans exception, admettent que la prise des armes était rendue nécessaire car le recours aux voies pacifiques pour apaiser les tensions identitaires s'était avéré inefficace. Ils se réfèrent à différents événements ayant marqué la vie politique nationale tels que le charnier de Yopougon, les arrestations et le traitement des manifestants au cours des événements d'octobre 2000, ou encore le Forum pour la réconciliation nationale qui n'ont donné lieu à aucune détente du climat sociopolitique national. Le rappel de ces événements leur permet de dénoncer une absence de justice et de légitimer le recours aux armes comme une manière singulièrement efficace de se faire entendre. Ainsi, à la question de savoir si la « lutte » actuelle dont ils sont acteurs, ne pouvait pas se mener sans prendre les armes, les interviewés sont unanimes à dire que le recours aux armes était la seule voie à explorer.

« Bon ! Mais si on pouvait faire ça sans prendre les armes... c'est depuis fort longtemps... Il y a eu premier coup d'État... et puis s'il y a eu deuxième coup d'État encore, c'est qu'on ne pouvait pas régler ça sans prendre les armes. Donc c'est pour cela nous on est là. (M., 25 ans) »

« Vous savez, on ne pouvait pas mener cette lutte sans prendre les armes. Je vais vous expliquer. On sait que nos chefs sont venus attaquer le pays, s'ils étaient venus les mains levées pour dire on veut rentrer chez nous... vraiment ils allaient les torturer encore comme dans les années passées. Il allait y avoir les mêmes réactions et ça allait se faire dans le silence... d'autres mêmes allaient mourir. (...) Donc, fallait venir avec des armes pour dire qu'aujourd'hui, nous sommes là. Il faut que vous libériez le pays pour que la jeunesse puisse profiter de ses biens. (T., 26 ans) »

« Ha ! Si on pouvait faire l'égalité là !... Tu sais y a la manière pacifique et puis la manière forte. Sinon que on a passé par la manière pacifique... ça n'a abouti à rien voilà pourquoi la manière forte est venue. (Y. 3, 32 ans) »

« Bon ! Quand tu es en face d'un gars qui n'entend pas qui ne veut pas discuter. Quand tu prends l'arme contre lui, là, il comprend facilement. Vous ne voyez pas... avant la guerre, il y a eu le forum... y a eu forum pour la réconciliation... tout ça là. Beaucoup d'hommes ont parlé, ils ont parlé, ils ont parlé mais ça a changé quoi ?... Rien. Vous-même, vous savez politiquement, si on partait avec des discours... avec le dialogue là seulement, ça ne pouvait rien changer... il fallait prendre les armes pour pouvoir s'opposer, pour changer... (L., 32 ans) »

La prise des armes comme ultime recours possible est donc partagée par tous les jeunes combattants ou sympathisants de la rébellion. Il semble que selon eux, cet acte



soit perçu comme à la fois efficace et approprié au dénouement de la crise ivoirienne. Il ne nous paraît donc pas hasardeux de rechercher plus tard, comment les jeunes combattants établissent le caractère juste de leur participation au conflit à partir de cette légitimation du recours à la force armée.

« Je pense qu'il arrive des fois dans l'histoire d'une nation que ... cette nation ait besoin de **patriotes volontaires** pour heu... se sacrifier, se sacrifier pour amener leur pays à aller de l'avant, à évoluer. Parce que **lorsque tout est bloqué**, au lieu de rester dans un système qui nous avilit, qui nous dénie nos droits, il est bon **lorsqu'on a tout essayé** – et j'insiste la dessus – lorsqu'on a tout essayé, heu... de **prendre ses responsabilités** et d'y aller [c'est-à-dire de prendre les armes]. » (F. K. responsable JFN) »

En somme, les perceptions du conflit par les jeunes combattants, tout d'abord, fondent pour eux, leur statut de contestataire en valorisant l'engagement. Ensuite, cet acte (l'engagement), enrobé de l'idée de sacrifice ainsi que d'autres valeurs imaginées et partagées, est perçu comme la preuve de l'adhésion sans équivoque à une « noble cause » ; celle de défendre sa communauté. Enfin, les angles sous lesquels est perçu le conflit, structurent et légitiment dans l'imaginaire des jeunes enrôlés, la corrélation entre la violence, ce mode particulier d'action populaire qu'est la rébellion et les moyens d'opérer des transformations politiques. D'ailleurs, l'usage invariant dans leur discours d'un terme tel que « noble cause », laisse penser que l'enrôlement est toujours conforté par le sentiment d'avoir choisi le bon camp.

Contextes, discours et imagerie populaire autour de l'enrôlement

Après avoir entendus plusieurs récits structurés autour d'expériences et justifications des jeunes combattants, nous avons pu noter qu'il existait un corpus de discours – a priori anodin – qui, sans être immédiatement visible, reste cependant en lien avec les motivations conduisant à l'enrôlement. Il s'agit d'un discours en rapport avec un certain mécanisme de sociabilité en vigueur dans l'espace ethnoculturel des groupes originaires du nord de la Côte d'Ivoire. Ce discours dont nous soupçonnons les implications dans la légitimation sociale de l'enrôlement des jeunes, se développe essentiellement au sein des familles (généralement polygamiques), au sein des cercles d'amis (les « grins ») et par la suite s'étend à l'échelle du quartier ou du village. Cependant, avant de montrer comment ces différents lieux de la vie sociale influencent l'enrôlement, il est important d'indiquer que tout ce processus s'édifie d'abord à partir de l'appropriation du discours de justification de la rébellion par les communautés des zones occupées. Cette approche permet de montrer que les justifications subjectives de l'enrôlement que nous relevons progressivement, se conjuguent avec le discours social pour donner une idée plus nette de l'univers culturel dans lequel les combattants font le choix de l'enrôlement.

Du « grin » au cercle familial

« Grin » en malinké désigne des petits groupes d'amis qui se forment de manière périodique au sein de la communauté et à des endroits convenus. Les personnes appar-

tenant au même *grin* sont en général des amis plus ou moins intimes. En plus d'être des lieux de sociabilité pour des personnes d'une même génération, les *grins* sont surtout des cadres de discussions touchant à tous les sujets importants de la société en général et de la communauté restreinte. Les réunions de *grin* se tiennent généralement les soirs après le travail et les jours de repos. Il est important d'observer le lien entre cet espace et le phénomène de l'enrôlement des jeunes, car généralement les *grins* se transposent ou se recomposent dans les camps militaires. Ils ont beaucoup joué dans ce qu'il est convenu d'appeler l'effet de contagion des enrôlements au début de la crise. Les amis du même *grin* s'enrôlent presque tous dans la même période et le plus souvent vont s'inscrire dans le même camp ou auprès du même chef.

Il est vrai que tous les jeunes rencontrés ont affirmé s'être volontairement enrôlés, par conséquent, ils ne reconnaissent pas l'influence de leurs cercles d'amis sur leur décision. Cependant, nous avons remarqué que dans plusieurs récits, le candidat à l'enrôlement était précédé au sein de la rébellion par des frères, des « grands frères », des amis. Ces derniers semblent avoir joué dans plusieurs cas un rôle d'éclaireur, ou de facilitateur de leur intégration dans les forces armées. Souvent, ce sont des parents proches ; le père, l'oncle qui s'étaient déjà enrôlés. C'est donc presque naturellement que la décision de rejoindre la rébellion devient un sujet d'attention au niveau familial. Aussi, la décision d'enrôlement des combattants potentiels, s'est-elle, très souvent prise, dans le cadre d'une concertation familiale. Au même moment, à l'échelle du village ou du quartier, il existait aussi un discours exaltant et encensant l'acte d'enrôlement. S'enrôler devenait une sorte de condition permettant d'affirmer et d'exprimer sa participation aux efforts de la communauté qui fait face à une agression. Il n'est pas excessif de dire que le « non enrôlement » (quelle qu'en soit le raison), exposait des familles à une sorte de quarantaine sociale.

« Maintenant, comme je l'ai dit, il y a l'effet de mode qui s'est étendu jusqu'aux parents. Parce qu'à un moment donné, il y a eux des endroits où au cours de cette période qui a consacré la grande mobilisation au sein des forces rebelles... c'est que c'est une lutte pour la patrie... en malinké on dit « faso-kèlè ». Donc par exemple, dans une cour voisine, tous les garçons sont enrôlés et quand ils arrivent dans le quartier avec des voitures 4x4 ou des voitures mal en point, ou des voitures perforées par les balles, ils sont vus en brave. Ils sont vus en brave alors que dans l'autre cour ou peut-être le premier garçon n'a pu s'engager... donc sa mère constitue la risée des autres femmes du quartier. Donc, on entendait des expressions du genre « fa go бага tō dé'i'n »⁸ ou « faso-kèlè bogin bala »⁹ ou « nounou-goun té faso dé'i'n ouyé »¹⁰, « ta tchin ba ga tō-hou »¹¹ etc. [Ce sont des exemples d'expressions et de remarques désobligeantes faites à l'endroit des jeunes non encore enrôlés et leurs parents. Cf. notes de fin]. Il est arrivé que certains jeunes, de par la pression parentale, soient allés se faire enrôler. » (K. M. président du comité d'étudiants restés en zone FN)

8 Les éternels perdants faits à l'image de leurs parents. »

9 Il y a de l'honneur à participer au faso-kèlè.

10 Ceux-là ne doivent pas être des dignes fils du faso.

11 Les incapables (qui ne pourront jamais saisir leur chance).



Dans la plupart des cas d'enrôlement que nous avons relevé, les personnes interviewées soumettent ainsi leur volonté de se faire enrôler à l'approbation des membres de la famille. Le père, les oncles et toute autre figure masculine de la famille élargie sont associés à la prise de décision. Une opposition de l'instance familiale dans certains cas, a conduit au renoncement. Quand l'enrôlement se fait souvent à l'insu des parents, le combattant, déjà mobilisé, trouve toujours une forme de médiation pour faire accepter son acte par les membres de sa famille.

(...) Puisqu'il y a d'autres encore qui ont eu envie de rentrer [s'enrôler] mais leurs parents n'ont pas accepté. J'ai deux frères... un est actuellement à Bouaké, il fait l'apprentissage de gros camion [il seconde un conducteur de camion poids lourd]. Lui, il voulait rentrer. On est allé faire tout ensemble [la procédure d'enrôlement]... ses parents ont dit que non. L'autre encore, lui, il est actuellement au village parce que les parents se sont opposés. (Métola, 28 ans, 06/01/2007)

Au sein des familles, l'enrôlement d'un ou plusieurs fils s'interprète souvent à l'aune d'un discours culturel en vigueur au sein des ménages polygames. Ce discours veut que le jeune enrôlé, en plus d'avoir fait preuve de courage, en revenant du front prouve par la même occasion qu'il est le fils légitime de son père. Les autres enfants des coépouses de sa mère sont alors susceptibles d'être des enfants illégitimes.

« ... [Rapportant les propos d'une mère dont le fils s'est enrôlé] « C'est moi qui porte le digne enfant de ce monsieur. Les autres enfants, rien ne prouve que ce ne sont pas des enfants bâtards » et toutes sortes d'autres expressions blessantes pour ses coépouses. Il y a eu vraiment des recours à la tradition. Cette tradition voulait qu'aux temps anciens – c'est-à-dire au temps des guerres samoriennes et autres – que (pour) toute femme qui n'a jamais trompé son mari – lorsque son fils allait au combat, il avait 90% de chance de revenir sain et sauf. Donc, la mère dit à tous, que si son enfant qui s'est fait enrôlé est allé et venu plusieurs fois du front – quand bien même la plupart n'ont jamais connu une ligne de front – mais quand ils retournaient, c'étaient des prouesses qui se racontaient... en somme, ils étaient vu en véritables guerriers. Il était assimilé au grand guerrier qui a donné sa poitrine pour la cause de la patrie – faso-kèlè. (Konaté M. président du comité d'étudiant restés en zones FN)

La narration de certains cas d'enrôlement permet aussi de découvrir que l'éclatement de la rébellion s'est présenté pour certains jeunes nordistes comme une occasion à saisir. Ce fut le cas de M. qui n'ayant pu poursuivre ces études était obligé de s'adonner aux travaux champêtres auprès de son père alors que ces cousins étaient à Abidjan. Il était contraint à l'immobilité et souffrait de ne pouvoir jamais réaliser son rêve de devenir « corps habillés » (policier, gendarme, garde des eaux et forêts, douanier...) jusqu'au passage dans son village des recruteurs pour la rébellion.

« Quand la rébellion a commencé, au début, nous on ne savait pas c'était quoi la rébellion. Maintenant, quand ils sont arrivés... c'était au niveau de notre département, dans la région du Worodougou ... c'est maintenant... y a des gens qui sont passés dans les villages pour chercher des gens pour qu'ils viennent dans la rébellion. (...) Parce que l'armée même me plaît d'abord. Avant, avant quand je voyageais pour aller à Abidjan ou ailleurs, je voyais les corps habillés... avec leurs barrettes... ça me plaît comme ça ! Bon ! Je me disais que comment, j'allais être comme ça un jour ? Voila l'occasion qui est venue comme ça ! »

En définitive, le phénomène de l'enrôlement des jeunes se comprendrait souvent difficilement si l'on ne le rapporte pas à cet univers culturel dans lequel les candidats potentiels sont plus ou moins plongés. Les liens familiaux, les cercles d'amis et par la suite le discours de qualification ou de stigmatisation se développant dans l'environnement social des jeunes, deviennent alors très déterminants dans le choix de se joindre à la rébellion. A côté de ces dimensions socioculturelles, remarquons qu'il est toutefois difficile de ne pas relever que l'enrôlement s'est aussi présenté pour plusieurs combattants comme une opportunité d'acquisition de biens matériels. Aussi, le discours social et donc non-officiel, encourageant les jeunes à l'enrôlement s'est plus implicitement appuyé sur les exemples d'enrichissement de ceux qui s'étaient enrôlés dès le début de l'insurrection. La section suivante montre comment une certaine « culture partagée du gain facile » a aussi motivé les enrôlements de jeunes.

L'image du « guerrier »

« Celui qui était enrôlé quand il paraissait dans le quartier la première fois avec un treillis... ça criait « guerrier !... guerrier !... guerrier ! »¹². Donc, dans le quartier, les enfants, les femmes et surtout les mères aussi les acclamaient et au-delà... ils avaient la bénédiction des pères. »
(K. M. président du comité d'étudiants restés en zone FN)

C'est difficilement que nos différents répondants parlent des acquisitions matérielles faites au cours de leur mobilisation. En effet, ce mutisme semble normal puisqu'ils affirment tous ne pas s'être engagés pour des raisons matérielles. Cependant, nous pouvons dire qu'une certaine précarisation de l'environnement économique introduite par le conflit, notamment dans les grandes villes, a créé les conditions favorisant l'enrôlement des jeunes. Notons que la rébellion qui s'est implantée dans les zones assiégées avec son offre de violence comme moyens d'expression des frustrations, se présentait aussi comme le premier employeur de la masse des jeunes. Tout d'abord, la paralysie des circuits économiques a conduit dans les premiers jours à une rupture de l'approvisionnement en vivres des zones urbaines. Par la suite, l'arrêt des activités économiques s'est doublé de la rareté des biens de consommation de première nécessité pendant que les camps militaires disposaient de vivres. De surcroît, les premiers jeunes (principalement ceux résidant dans les zones occupées) qui venaient se faire enrôler, recevaient de l'argent et des vivres.

12 Ce terme reste en français et n'est pas traduit en langue locale.



(...) J'ai décidé comme ça ... bon pourquoi ne pas m'engager ; parce qu'il n'y avait plus de vivres au sein des zones. Donc il fallait s'intégrer pour pouvoir trouver de quoi à manger pour la famille.

(...) En tous cas, quand tu étais au sein des Forces Nouvelles, avant c'était le MPCJ ... quand tu entras, tu avais un sac de riz et 10.000 F que tu devais laisser à la famille puisque tu étais toujours parti au combat. Il fallait laisser ça à la famille pour qu'il puisse se nourrir avec ça. Bien avant que moi-même je m'intègre, je montais la garde sein de notre quartier. On a fait des groupes de jeunes. On fait la garde pour ne pas que les gens viennent attaquer les populations. (T. F, 28 ans, 06/01/2007)

L'acte d'enrôlement d'un fils pouvait se présenter pour une famille comme un gage de survie à un moment de précarisation des conditions de vie, d'incertitude, et surtout d'insécurité. Ainsi, dans les décisions d'enrôlement, du moins au début de la rébellion, les questions de survie ont certainement eu une grande importance. Mais elles ont par la suite une importance relativement moindre car la pénurie des denrées alimentaires n'a été que d'une courte durée. Par conséquent, ce déterminant de l'enrôlement, sans être négligeable, cependant, n'apporterait pas d'arguments suffisants pour expliquer la longue mobilisation des jeunes par la suite.

Je ne pense pas qu'il y a eu des raisons économiques à leur enrôlement. Non, devant l'ampleur de la masse, ces raisons économiques sont mineures. Les raisons économiques sont très faibles pour expliquer la motivation des jeunes. (...). En somme, les aspects financiers viennent nettement après les raisons de la volonté du changement. (Adj. Maj C., 26/12/2006)

Il nous faut donc observer l'importance de la « culture partagée du gain facile » dans les motifs de l'enrôlement à partir d'un autre angle. Le système de rémunération des combattants, ne s'étant mis en place que très progressivement, de nombreux combattants ont effectivement eu recours, au pillage. Aussi, pour certains combattants cette forme d'acquisition de biens matériels rentrait dans « l'ordre normal des choses »...

« Toi-même tu sais... quand tu vas faire palabre, normalement tu dois rentrer dans les maisons vérifier s'il y a arme ou s'il y a quelque chose... donc c'est dans ça, moi j'ai trouver l'argent.

« Quand je suis rentré... j'étais au front de Touba... donc j'ai gagné l'argent. Mais on dit qu'on n'est pas rentré à cause de l'argent. J'ai gagné voiture, voiture des policiers-là. Ils disent qu'on n'est pas rentré à cause de ça, donc j'ai tout laissé. (Cissé, 28 ans, 11/01/2007)

Évidemment, la hiérarchie militaire des FN n'a pas officiellement encouragé les actes de pillage des combattants, mais les cibles « licites » du pillage étaient plus ou moins connues. Il existait comme une carte blanche donnée aux combattants pour se payer sur la bête. Un marché noir pour l'écoulement des butins s'est même mis en place à Bouaké. Au même moment, certaines familles dont les fils s'étaient enrôlés ont commencé à afficher,

de manière ostentatoire, les signes d'une nouvelle prospérité. D'ailleurs, des chefs de ménages dont les enfants étaient des combattants trouvaient soudainement, les moyens d'investir dans les nouvelles filières de l'économie de guerre (immobilier, transport en commun, importation de marchandises, création de plantations etc.). Les jeunes qui s'engageaient pour le *faso-kèlè* étaient donc perçus comme des nobles et fiers guerriers qui pouvaient, en « toute légitimité », s'enrichir par le pillage. Comme l'illustre le témoignage suivant, l'enrôlement était très souvent accompagné par l'acquisition de biens qui pourrait constituer une des motivations majeures dans certaines décisions de se joindre à la rébellion.

« À un moment les éléments enrôlés se sont attaqués aux domiciles des policiers, des douaniers et des gendarmes surtout et même des militaires. ... Ainsi dans les quartiers, on pouvait voir que dans une cour où il y avait peut-être un seul ventilateur ou un seul lit avec un matelas... on se retrouve avec des jeunes qui viennent avec des lits, des fauteuils, des appareils électroménagers etc. Alors que de l'autre côté, celui qui ne s'est pas fait enrôlé... bon ... lui, il reste comme ça, sans rien. Il y a quand même une pression collective qui l'amène à se dire pourquoi pas moi aussi ? ... Donc les jeunes vont, ils s'adonnent au pillage... puisque c'est la cour d'un douanier, c'est la maison d'un policier, c'est une cité de la douane automatiquement, tout ce qui est là bas est réquisitionné, donc nous appartient... (K. M. président du comité d'étudiant restés en zones FN)

De nouvelles fortunes se sont donc constituées à partir du pillage et de l'investissement dans les nouvelles filières contrebandières de l'économie de guerre. De nombreux combattants, ont profité de la recomposition des circuits économiques pour mettre sur pied de petites affaires. On les rencontre le plus souvent, dans le domaine de la friperie, de l'immobilier ou dans la vente d'appareils électroménagers, l'électromécanique, électroniques etc. L'image valorisée du « guerrier pillard », qui réussissait autant dans les affaires qu'il était promu dans la chaîne de commandement de la rébellion, était devenue l'un des modèles de réussite sociale à imiter. Les effets financiers et matériels immédiats, faisant suite aux premiers enrôlements, ont favorisé de rapides distanciations sociales au sein des populations et ont sûrement nourri l'effet de contagion évoqué plus haut. Cependant, les jeunes soldats du rang ne sont pas ceux qui se sont le plus enrichis dans le nouveau contexte de l'économie de guerre. D'ailleurs avec la fin du conflit, ils sont nombreux à crier à la trahison tout en dénonçant de plus en plus ouvertement l'enrichissement rapide de leurs « grands frères », les commandants de zone et commandants de secteur ainsi que des civils associés à l'administration des FN devenus tous ostentatoirement fortunés.

L'assurance de l'invulnérabilité et les croyances magico religieuses

La décision de s'enrôler est dans la plupart des cas soit précédée ou suivie par un itinéraire marqué par la « recherche » d'amulettes ou de pratiques magico religieuses diverses entrant dans la « préparation » du candidat à l'enrôlement. La préparation vise l'acquisition de forces occultes sensées protéger le combattant en le rendant invulnérable



aux balles. De véritables missions, aussi bien individuelles que collectives, ont été organisées par les candidats à l'enrôlement qui allaient vers des villages ou des personnes sensées être dépositaires de tels savoirs en vu d'acquérir ce type de protection. L'acquisition des bagues, des bracelets, des ceintures de cuir et plusieurs autres formes d'amulettes communément appelées « gbagbadji »¹³ par les jeunes, sont d'une grande importance autant dans la décision d'enrôlement que dans celle d'aller sur un front de combat. Le candidat à l'enrôlement prend dans la plupart des cas, le temps de « préparer » et d'assurer une protection occulte sans faille.

Y avait tout au camp... Lorsque tu dis tu t'en vas voir les parents, eux ils te donnent un peu d'argent. Tu n'as qu'à aller chercher médicament. (...) ils vont te donner médicament tu vas te laver... et puis ce qui est sûr... un « bacan » ; là pour te protéger. (Cissé, 28 ans)

Tous les gens qui étaient dans MPCJ là... si on les demandait... ils allaient pas pour mourir. Si eux, ils sont morts, c'est comme tu ne t'attends pas à quelque chose... un coup cette chose ça arrive. Sinon on connaissait qu'il y avait la mort. Personne n'était prêt pour mourir. Tout le monde avait son « gbagbadji » sur lui ! Tout le monde avait confiance sur lui ! (Sylla, 24 ans, 10/01/2007)

L'assurance d'être invulnérable peut donc être citée comme un déterminant non négligeable de l'enrôlement de nombreux combattants ; surtout qu'avec l'avènement de la rébellion, l'on a vu l'intervention marquée de la confrérie des chasseurs traditionnels ; les « dozos » supposés maîtres dans les arts occultes. Le Secrétaire Général des Forces nouvelles leur a rendu hommage dans les termes suivants :

À un moment, vous rencontriez des dozos dans la garde de chaque chef rebelle. Pour tout vous dire, si vous demandez à certains de nos soldats de choisir entre un fusil et un dozo, beaucoup se tourneront sans hésitation vers le dozo. Beaucoup de nos combattants vont vaillamment au front, convaincus que les balles de l'ennemi ne pourront pas percer leur poitrine ou que la compagnie des dozos vaudrait le paradis à ceux qui tomberaient. Psychologiquement, les dozos ont été d'un apport inestimable. C'est l'Afrique et ses mystères. (Soro G., 2005: 91)

Conclusion

Cet article s'est attelé à saisir les perceptions que des acteurs de premier plan de la violence politique, notamment les jeunes, ont de leur participation au conflit armé en Côte d'Ivoire. Il ressort que l'enrôlement des jeunes qui ont rejoint la rébellion apparue dans le nord ivoirien s'est principalement édifié sur la base de frustrations identitaires pour ensuite se transformer en un engagement aux référents patriotiques. Certes, les jeunes combattants ne se perçoivent pas comme les instruments d'un conflit à caractère ex-

13 Gbagbadji » : Termes conçus à partir du malinké par les jeunes pour désigner les amulettes et procédés magico religieux réputés protéger contre les balles ennemies pendant les combats. Le « bacan » est soit un bracelet ou une ceinture de cuir enrobant des poudres de diverses natures et souvent des versets du coran retranscrits sur différents supports.

clusivement communautaire, mais trouvent cependant les justifications de l'enrôlement dans les expériences de frustrations identitaires. L'évocation d'une lutte pour la liberté dans laquelle les jeunes perçoivent des valeurs telles que le sacrifice, le don de soi ou encore le courage est à mettre en rapport avec leur volonté de forcer ou de précipiter des transformations sociale, politique et économique. Notre approche montre aussi que l'intervention de ces jeunes sur la scène de la mobilisation violente avec des visées politiques repose aussi sur un socle social et communautaire qui fournit au conflit tout son ancrage local. En effet, ils ont été soutenus par leurs communautés, leurs familles. Aussi, a-t-on pu noter parmi les déterminants de leur enrôlement l'implication à divers niveaux de l'instance familiale. On note, par ailleurs, que la légitimation du recours à la force armée tire ses arguments des événements de l'histoire politique récente de la Côte d'Ivoire. On retient aussi que notre approche de l'enrôlement des jeunes au sein de la rébellion armée a permis d'explorer les différentes significations que prend le conflit dans les imaginaires collectives. Ainsi, il a été mis en évidence le lien entre les perceptions de la nature du conflit et un processus social de légitimation de l'enrôlement des jeunes. Cependant, ces derniers s'opposent à l'idée d'une sécession ou de tout irrédentisme tout en définissant l'idée de la patrie sur la base d'une idéologie valorisée dans leur aire culturelle exclusive. En somme, à travers les récits biographiques nous avons relevé que le conflit a trouvé un encrage local et une somme d'expériences antérieures de frustrations qui constituaient un terrain fertile dans lequel chacun a trouvé les justifications de son engagement. On peut dès lors retenir le poids évident de l'idéologie victimaire dans la mobilisation des combattants et conclure que la question identitaire posée au départ du conflit est devenue une entrée possible pour attirer l'attention sur les perceptions variées de la citoyenneté et les insuffisances des mécanismes de régulation politiques, sociales et mêmes économiques de la société ivoirienne.

Remerciements

L'auteur tient à remercier toute l'équipe de l'unité de recherche CRISE de l'Université d'Oxford qui a soutenu et suivi ses travaux sur le terrain. Il remercie particulièrement Yvan Guichaoua et Arnim Langer pour leurs critiques et conseils utiles.

Références

- Akindès, F. (2003). *Côte d'Ivoire : Socio-political Crises, 'Ivoirité' and the Course of History*. In *African Sociological Review* 7(2) 11-28.
- (2004). *The roots of the military-political crises in Côte d'Ivoire*. Sweden, Nordiska Afrikainstitutet: 46.
- (2007). *Côte d'Ivoire: de la stabilité politique à la crise. Vers une politique de réhabilitation basée sur la responsabilisation des communautés à la base*. Abidjan: Banque mondiale.
- Banégas, R., Losch, B. (2002). *La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion*. *Politique Africaine* (87) 139-161.
- Bouquet, C. (2002). *"Élection des conseils généraux en Côte d'Ivoire"*. *Les Cahiers d'Outre-Mer* 219.
- Coulbaly, T. (1995). *Démocratie et surenchère identitaire en Côte d'Ivoire*. in *Politique Africaine* (58) 143-150.



- (2002). *Sur fond de discrimination ethnique et régionale, lente décomposition en Côte d'Ivoire*. In *Le Monde Diplomatique* (584) 23-24.
- Curdiphe (2000). « L'ivoirité, ou l'esprit du nouveau contrat social du Président H.K. Bédié » (extrait). *Politique Africaine* (78)65-69.
- Dembélé, O. (2003). *La Côte d'Ivoire : la fracture communautaire*. *Politique Africaine* (89) : 35-48
- Dozon, J.-P. (2000). *La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethnonationalisme*. *Politique Africaine* (78) 45-62.
- Du Parge, A. (2003). *Parmi les rebelles: Carnets de route en Côte d'Ivoire 19 septembre 2002–19 septembre 2003*. Paris. Editions l'Harmattan.
- Galy, M. (2007). *Politologie d'une rébellion. Une « gouvernance par la violence » au Nord de la Côte d'Ivoire ?* *Cultures et Conflits* (65) 137-155.
- Human Rights Watch (2001). *Côte d'Ivoire, le Nouveau racisme : la manipulation politique de l'ethnicité en Côte d'Ivoire*, vol.13 N°6 (A), août 2001.
<http://www.hrw.org/fr/reports/2001/08/28/le-nouveau-racisme>
- Langer, A. (2007). *Horizontal inequalities and violent group mobilization in Côte d'Ivoire*. *Oxford Development Studies* (33) 25-45.
- Ouattara, A. (2007). "La crise du monopole de la violence instrumentale en Côte d'Ivoire." In Poamé Lazare (dir.), *Penser la crise ivoirienne*, 51-62. *Repère International* Editions Menaïbuc Vol. n° 1(novembre).
- Richards, P. (1996). *Fighting for The Rain Forest: War, Youth, and Resources in Sierra Leone*. Portsmouth, Heinemann.
- Soro, G. (2005). *Pourquoi je suis devenu un rebelle ; la Côte d'Ivoire au bord du gouffre*. Hachette littératures, Paris.
- Valérie, T. (2005). *Bienvenue en zone rebelle*. *Jeune Afrique l'intelligent* (2343) 80-83.
- Vidal, C. (2002). *Du conflit politique aux menaces entre voisins. Deux témoignages Abidjanais*. In Le Pape, Marc et Vidal, Claudine (eds). *Côte d'Ivoire, l'année terrible 1999-2000*. 215-252.